

FRANCE | POLITIQUE - 26 OCTOBRE 2026

À Marseille, Macron face à la colère sociale : fermeté contre les violences, promesses aux lycéens

En déplacement à Marseille ce lundi 26 octobre 2026, Emmanuel Macron a défendu le maintien de l'ordre tout en reconnaissant les insuffisances du dispositif déployé lors des violences du 17 octobre. Devant la presse, le président de la République a également promis des réponses aux revendications à l'origine du mouvement social.

Par David Pem

À Marseille, Emmanuel Macron a voulu porter deux messages : protéger les personnes et les biens face aux violences, et répondre aux préoccupations exprimées par les manifestants. Neuf jours après les dégradations qui ont notamment touché l'hôtel de ville, le chef de l'État s'est rendu auprès du maire, Benoît Payan, avant de rencontrer des commerçants et des membres des forces de l'ordre.

Devant les journalistes, le président a reconnu un manque de préparation lors de la journée du 17 octobre. Il a notamment admis que les effectifs policiers n'avaient pas été suffisamment dimensionnés face aux débordements. À l'inverse, il a salué l'organisation des manifestations du 24 octobre, estimant que la protection des commerces et des bâtiments publics avait été mieux assurée, tout comme l'exercice du droit de manifester.

La vigilance reste cependant de mise. À l'approche des mobilisations annoncées pour le 31 octobre et le 5 novembre, Emmanuel Macron a défendu des parcours de manifestation éloignés des centres-villes afin de limiter les risques de dégradations.

Mais la réponse présidentielle se veut aussi politique. Le chef de l'État a reconnu l'existence de revendications légitimes à l'origine de la contestation, notamment chez les lycéens. Il a annoncé des mesures gouvernementales destinées à répondre à leurs attentes, alors que le mouvement s'est élargi aux questions de pouvoir d'achat et de services publics.

À ses côtés, Benoît Payan a insisté sur la nécessité d'une sortie politique de la crise. Cette visite marseillaise place ainsi l'exécutif devant une double exigence : garantir la sécurité et apporter des réponses concrètes à une mobilisation dont les causes dépassent la seule question du maintien de l'ordre.

PARTENAIRE

